



3ème édition
PRIX INTERNATIONAL
CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

RAPPORT FINAL

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018



Introduction

À l'occasion de la **3e édition du Prix international CGLU - Ville de Mexico - Culture 21** le 19 octobre 2018, un séminaire international : « Les droits culturels et la paix dans la ville » a été organisé au Centre culturel El Rule par le Secrétariat à la culture de la ville de Mexico et la Commission Culture des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Le séminaire avait pour objectif de :

- Débattre des implications spécifiques des droits culturels à l'échelle locale et leur lien avec la création des conditions de la paix pour les communautés.
- Mettre en valeur les politiques culturelles qui, dans les villes en différents endroits du monde, ont contribué à favoriser l'exercice des droits culturels dans la ville.
- Souligner les liens existants entre droits culturels, droit à la ville et développement durable dans les villes.
- Mettre en avant la nécessité d'inclure les aspects culturels dans les agendas internationaux (Agenda 2030, Objectifs de développement durable, Nouvel agenda urbain).
- Donner de la visibilité aux apports majeurs de la ville de Mexico par le biais de ses politiques culturelles et de son implication internationale, aux débats mondiaux en matière de droits culturels, politiques culturelles et développement durable.

Tout au long de la journée, six tables de débats thématiques ont été proposées, qui ont abordé la relation entre droits culturels, politiques culturelles, paix et ville selon différentes perspectives, et qui ont conduit en dernier lieu à l'adoption de la Déclaration de Mexico « Culture et Paix ». Cette déclaration a été lue en public le lendemain, dans le cadre du Salon du livre du Zócalo ; elle a été traduite en plusieurs langues et mise à disposition des personnes et des villes souhaitant y adhérer.

Le présent document est un résumé des principales contributions apportées au fil de la journée de séminaire.

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

TABLE 1 | CULTURE, ESPACE PUBLIC ET CONDITIONS DE LA PAIX

Pour lancer le séminaire, **Martín Levenson**, conseiller du secrétaire chargé de la culture de Mexico, a souhaité la bienvenue à tou-te-s les participant-e-s, au nom d'Eduardo Vázquez, secrétaire chargé de la culture. Il a évoqué le contexte de cette rencontre, qui fait partie des activités de la 3e édition du Prix international CGLU-Ville de Mexico-Culture21 et il a refait part de la volonté d'aborder la relation entre culture et paix.

Le débat a été modéré par **Mariana Flores**, coordinatrice générale des affaires internationales de la direction du gouvernement de la ville de Mexico. Dans son intervention, elle a évoqué l'enrichissement et l'apprentissage qui caractérisent le Prix international CGLU-Ville de Mexico-Culture21, en soulignant également la nécessité de reconnaître la diversité culturelle et ses expressions, indispensables à la paix.

C'est ensuite **Freddy Montero**, directeur de la coopération d'Escazú, qui est intervenu, pour signaler l'engagement nécessaire des professionnel-le-s de la culture envers les conditions de la paix, ce qui suppose la reconnaissance de la diversité, dans tous ses aspects, et la promotion de l'inclusion de toutes les personnes. Au Costa Rica, le débat récent autour de





la diversité sexuelle a fait émerger le conservatisme et l'intolérance existant chez une partie de la population, d'une façon analogue à d'autres pays en Amérique Latine, où les femmes et les collectifs minoritaires sont devenu·e-s les boucs émissaires du mal-être de certaines couches de la société. Lorsque nous parlons de droits culturels, du droit à l'expression personnelle et à choisir son identité, au fond nous parlons d'éléments générateurs de liberté et profondément humains, qui contrastent avec les idées de ceux qui veulent baser leur pouvoir sur la force et la répression. Dans l'action culturelle, on retrouve la base de la révolution démocratique à laquelle nous aspirons : nous avons la responsabilité de générer les conditions pour que toutes les personnes puissent s'exprimer avec davantage de liberté, en faisant preuve d'inclusion et de diversité.

LORSQUE NOUS PARLONS DE DROITS CULTURELS, DU DROIT À L'EXPRESSION PERSONNELLE ET À CHOISIR SON IDENTITÉ, AU FOND NOUS PARLONS D'ÉLÉMENTS GÉNÉRATEURS DE LIBERTÉ ET PROFONDÉMENT HUMAINS. FREDDY MONTERO

Kiley Arroyo, cheffe de l'information et des connaissances stratégiques de la Fédération internationale de conseils des arts et agences culturelles (IFACCA) a commencé par faire référence à la nécessité pour les organismes publics de repenser leur place et favoriser l'exercice des droits culturels ; pour ce faire, il est nécessaire de mieux travailler, à l'aide de données et d'informations. Elle s'est également interrogée sur la possibilité de la paix sans justice, en répondant par la négative : il est nécessaire d'aborder la façon dont est distribué le pouvoir et les possibilités d'intervenir dans la société. En ce sens, les villes doivent s'attaquer aux aspects qui créent les inégalités, tels que la privatisation de l'espace public, à travers un nouvel aménagement urbain. La culture peut jouer là un rôle significatif, en favorisant les espaces inclusifs, qui facilitent l'interaction entre personnes d'origines différentes, exemple en est le cas de Hunters Point dans la ville de San Francisco.

LES PROCESSUS D'ACTUALISATION CONSTANTE SONT TRÈS IMPORTANTS POUR LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS. LA GESTION CULTURELLE REQUIERT LA PERMANENCE DU DIALOGUE ET DE LA CONSTRUCTION, TEL UN PROCESSUS. JOSÉ ANTONIO MAC GREGOR

Carmen Pérez Camacho, directrice de C2 – Culture et Citoyenneté, a présenté deux projets relatifs à la dimension communautaire de la culture. À Michoacán (Mexique), les inégalités de genre avaient été abordées dans les pratiques musicales et le potentiel de la pratique musicale pour favoriser le respect, le dialogue et la coopération avait été mis en avant. Dans la délégation Tlalpan de la ville de Mexico, un travail a été fait avec des groupes de peuples

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

autochtones, pour favoriser la connaissance mutuelle et une plus grande autonomie par rapport aux institutions gouvernementales. Ces deux projets démontrent l'importance de tenir compte des intérêts et des préoccupations des gens, et le potentiel de la culture pour générer la cohabitation sociale.

Enfin, **José Antonio Mac Gregor**, coordinateur de la gestion culturelle de l'Université autonome de Querétaro, a focalisé son intervention sur le rôle des projets culturels dans la reconstruction du tissu social. Rappelant que « l'identité est une construction qui se raconte » (García Canclini), il a établi un parallèle entre les formes de configuration des identités humaines et les dispositifs électroniques, dans la relation entre mémoire, langages, installation d'applications, transmission, etc. À l'instar de la technologie, les processus d'actualisation constante sont très importants pour la construction des identités. La gestion culturelle requiert la permanence du dialogue et de la construction, tel un processus qui dote de mémoire et qui doit permettre de développer la capacité à communiquer. En dernier lieu, la gestion culturelle doit se baser sur la pratique participative, la réflexion constante, le lien entre espaces physiques et symboliques, et la volonté de contribuer à l'exercice des droits culturels et à la construction de la citoyenneté.



TABLE 2 | LES POLITIQUES CULTURELLES DES VILLES ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

La modération de cette session a été confiée à **Alejandro Salafranca**, directeur général des technologies de l'information et des communications du secrétariat à la culture de la ville de Mexico. Il a défini les villes comme des « laboratoires de cohabitation », en soulignant leur continuité tout au long de l'histoire et les connaissances qu'elles peuvent apporter concernant le vivre-ensemble dans des espaces de grande densité démographique.

La première intervention a été celle de **Montserrat Tort**, directrice des études de l'Institut de la culture de Barcelone, qui a décrit l'attachement de sa ville à promouvoir une approche transversale des politiques publiques de culture et d'éducation, en abordant des enjeux sociaux de nature complexe. Pour cela, il a été nécessaire d'analyser les inégalités dans la



Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

culture : les politiques culturelles doivent inscrire l'inégalité à leur agenda, une question qui a été analysée jusqu'ici dans d'autres domaines, mais très peu sur le terrain culturel et qui oblige à porter un autre regard sur les données disponibles. Il est également essentiel de promouvoir la transversalité dans les domaines de la culture et de l'éducation, en allant au-delà de projets ponctuels et en établissant un rapprochement solide et continu : des groupes interdisciplinaires, une adaptation aux différents territoires, une approche de l'éducation informelle, non formelle et formelle, etc. Enfin, le travail en cours à Barcelone doit pouvoir contribuer à l'exercice des droits culturels.

LES POLITIQUES CULTURELLES DOIVENT INSCRIRE L'INÉGALITÉ À LEUR AGENDA. MONTSERRAT TORT

S'en est suivi l'intervention d'**Ivana Baukart**, coordinatrice de la stratégie culturelle de Malmö. Ces dernières décennies, cette ville a effectué une transition d'une société industrielle vers une société de la connaissance, et a été témoin d'une hausse des inégalités, qui se reflètent, entre autres, dans les différences d'espérance de vie. La Commission pour un Malmö durable socialement est arrivée à la conclusion que si cette inégalité n'avait pas provoqué davantage de tensions sociales, c'était probablement grâce à l'action culturelle. À cet égard, la ville a trouvé un allié en l'Agenda 21 de la culture, et sa position en faveur des droits humains, de la culture comme dimension clé du développement durable et l'intérêt porté aux villes. Tout ceci se retrouve dans la **Stratégie culturelle de Malmö**, qui voit en la culture une opportunité et a donné lieu à des formes plus participatives de gouvernance, une plus grande transversalité, une amélioration des mécanismes d'évaluation et une connexion entre la culture et les ODD.

IL EST IMPORTANT QUE « L'ÉTAT FACE DE LA PLACE » POUR L'ACTION DES AUTRES, CE QUI REQUIERT UN EFFORT SUR LE LONG TERME ET NOMBRE D'ACTIONS CONCRÈTES. LUCIANA BLASCO

La chercheuse mexicaine **Cristina Faesler** a fait part de ses observations fondées sur son expérience de travail au gouvernement de l'État de Morelos, avec pour postulat de départ le rôle clé de la culture pour générer les conditions de la paix. Dans ce contexte, Morelos a travaillé à reconstruire les espaces symboliques et matériels, réactiver l'esprit créatif de sa population, encourager la participation des enfants aux activités culturelles, promouvoir les langues locales, protéger le patrimoine matériel et immatériel, promouvoir de nouveaux



espaces culturels favorisant la rencontre entre les personnes, etc. En considérant la culture comme le liant fondamental de nombreuses dynamiques de la vie sociale, on a cherché à créer des espaces d'interaction, de retrouvailles et de développement des réseaux, entre autres choses.

La session s'est achevée par l'intervention de **Luciana Blasco**, sous-secrétaire des politiques culturelles et nouveaux publics de la ville de Buenos Aires, qui a souligné d'emblée combien il était important que « l'État face de la place » pour l'action des autres, ce qui requiert un effort sur le long terme et nombre d'actions concrètes. S'appuyant sur les expériences de la Biennale de l'art jeune et du Centre culturel Recoleta, elle a décrit de quelle façon Buenos Aires a cherché, ces dernières années, à forger de la confiance auprès des agent·e·s culturel·le·s avec qui elle n'avait pas de lien auparavant, et reconnaître la coexistence des différents systèmes culturels (public, commercial, indépendant, etc.). Ceci requiert de transformer les modes de fonctionnement de l'institution publique, avec davantage de dialogue, de nouvelles procédures plus inclusives et favorisant la participation. Cette façon de bâtir la politique publique répond à une vision de la ville participative, conscientisée et durable, et du rôle irremplaçable qu'a l'État pour générer des espaces publics et communs dans lesquels les différences puissent se rencontrer. Au fond, il s'agit d'un travail essentiellement politique : tous nos efforts doivent chercher à créer l'espace où il sera possible de construire ensemble.

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

TABLE 3 | IDENTITÉ, MIGRATION ET CULTURE POUR LA PAIX

La session a été modérée par **María Cortina Icaza**, coordinatrice institutionnelle du secrétariat à la culture de la ville de Mexico, dont la présentation a démarré en évoquant les événements des jours précédents, au cours desquels environ 8 000 personnes originaires d'Amérique Centrale s'étaient retrouvées bloquées à la frontière entre le Guatemala et le Mexique. Des faits de ce genre servent à souligner une fois encore l'urgence d'aborder la culture pour la paix.

C'est **Gisella Previtalli**, coordinatrice de l'unité de gestion et promotion du cinéma et de l'audiovisuel du département de la culture de Montevideo, qui a ensuite pris la parole, soulignant l'attachement de l'institution à promouvoir la jouissance de la culture, le développement de la culture communautaire et la reconnaissance de la diversité. Dans un contexte d'arrivée croissante de migrant·e·s, le département de la culture travaille à favoriser leur intégration, notamment à travers le Musée des migrations, qui conduit des





projets éducatifs et de sensibilisation, et la collaboration avec le secrétariat à l'égalité ethnico-raciale et aux populations migrantes. Dans son ensemble, la municipalité de Montevideo cherche à reconnaître les contributions historiques des personnes migrantes à la construction de la ville et sa culture. Rappelant que l'Uruguay est passé d'être un pays d'où partaient des migrant-e-s à être un pays qui les reçoit, Previtali a défendu sa conviction selon laquelle il est important pour un pays d'ouvrir ses portes et de contribuer à la culture de la paix.

Byung Hoon Jeong, professeur à l'Université de Jinju, a expliqué comment cette ville sud-coréenne, aux traditions culturelles très fortes, était devenue ces dernières années un centre d'innovation tout en cherchant à maintenir les caractéristiques propres de son identité culturelle. Jinju a le potentiel pour être une « ville créative », qui s'appuie sur le patrimoine culturel et le paysage naturel, mais qui, pour cela, doit renforcer la présence des traditions au sein de l'éducation et de la sensibilisation du public, mieux intégrer la culture aux nouveaux quartiers de la ville et aux zones rurales, etc. C'est suivant cette démarche qu'a été adopté un document de « vision » de la ville, qui indique la volonté de trouver l'équilibre entre traditions et industries culturelles, promouvoir la participation active des habitant-e-s, promouvoir un écosystème culturel, etc., et il est prévu de développer un Plan de ville créative qui approfondira tous ces aspects.

NOUS SOMMES CONVAINCU.E.S QU'IL EST IMPORTANT POUR UN PAYS D'OUVRIER SES PORTES ET DE CONTRIBUTER À LA CULTURE DE LA PAIX. GISELLA PREVITALI



Pour finir, **Déborah Chenillo**, coordinatrice des liens culturels communautaires du secrétariat à la culture de la ville de Mexico a exposé le modèle de développement culturel communautaire mis en œuvre dans la ville ces quatre dernières années. Avec la volonté de transformer le discours sur les droits culturels en actions concrètes et miser sur le développement culturel communautaire, un processus de réflexion a été entamé, qui a permis de comprendre le rôle de lien et de visibilité joué par les communautés et admettre que, plutôt que d'être à la tête des processus et de les institutionnaliser, dans nombre de cas, l'administration doit seulement accompagner et faciliter, afin que les processus appartiennent véritablement aux communautés. Ainsi, il a été choisi d'avoir une incidence à trois niveaux : renforcement du développement communautaire (agendas participatifs, promotion du travail en réseau, etc.), lien interinstitutionnel (collaboration avec les autres

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

secrétariats du gouvernement, au bénéfice du développement culturel) et systématisation, recherche et pratiques de formation (reconnaître le développement et les pratiques artistiques comme des processus de recherche, « systématiser » les pratiques culturelles communautaires, élaborer des textes de réflexion sur la politique culturelle publique, etc.).

Avant d'achever la session de la matinée, plusieurs vidéos ont été projetées. Tout d'abord, **Michel Vallée**, directeur des loisirs et de la culture de Vaudreuil-Dorion, a présenté une vidéo sur le projet **Je suis...** mené dans sa ville, et qui a été récompensé lors de la 2e édition du Prix international CGLU - Ville de Mexico - Culture 21. Cette initiative de médiation culturelle, impulsée dans un contexte où l'immigration avait conduit à une croissance très marquée de la population, la rendant plus diversifiée du point de vue linguistique et culturel, cherche à parvenir à ce que les personnes se rencontrent et apprennent à se connaître : on ne peut respecter ce que l'on ne connaît pas, voilà pourquoi le respect est créé à travers des activités collectives, avec la participation de personnes de toutes les origines.

Ensuite, **Enrique Avogadro**, ministre de la culture de Buenos Aires, a présenté deux vidéos invitant à visiter sa ville, qui accueillera le troisième Sommet Culture de CGLU (avril 2019). La première vidéo, qui avait pour principal sujet les Jeux Olympiques de la Jeunesse, expliquait comment cet événement avait permis de développer la partie sud de la ville ; la seconde, intitulée « Somos porteños » (nous sommes porteños, nom donné aux habitant·e-s de Buenos Aires), détaillait la diversité de la ville, ses contrastes et les habitudes de ses habitant·e-s.

TABLE 4 | PATRIMOINE, CITOYENNETÉ ET CULTURE DE PAIX

C'est **Gabriela López**, coordinatrice du patrimoine historique, artistique et culturel au secrétariat à la culture de la ville de Mexico, qui s'est chargée de la modération de cette session. Dans son introduction, elle a évoqué le caractère collectif du patrimoine et sa définition comme espace de négociation pour la construction d'une culture de la paix.

La première présentation a été effectuée par **Manuel Veiga**, directeur de la culture de Lisbonne, qui a décrit une série d'activités menées à Marvila, un quartier défavorisé de la ville. L'action publique, soutenue par un processus de consultation des habitant-e-s, a conduit notamment à l'inauguration de l'une des bibliothèques publiques les plus modernes de la ville, transformée en centre culturel doté de différentes fonctions. Cette intervention en a amené d'autres, parmi lesquelles un centre d'interprétation du patrimoine local, l'exploitation des locaux commerciaux abandonnés pour des initiatives sociales et culturelles participatives, des zones de jeux, un game lab pour former les jeunes du quartier aux emplois du secteur des jeux vidéo, et un festival dont la programmation et



Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

organisation impliquent la participation de la population de la zone. Tout ceci démontre que la culture peut contribuer à l'autonomisation, au sentiment d'appartenance, à la dignité humaine et à la paix.

LA CULTURE PEUT CONTRIBUER À L'AUTONOMISATION, AU SENTIMENT D'APPARTENANCE, À LA DIGNITÉ HUMAINE ET À LA PAIX. MANUEL VEIGA

C'est **Elena Shchukina**, qui a ensuite pris la parole. Directrice du Musée de la ville de Novossibirsk, elle a présenté le contexte de cette ville et le projet « Faisons de la ville un musée », qui cherche à familiariser la population avec l'histoire de la ville en transformant les rues en galeries de musée. Entamé en 2012, le projet combine quatre aspects : expositions de photographies thématiques dans les rues, les places et le métro ; « cartes historiques virtuelles », qui donnent accès à des éléments du patrimoine ; visites guidées de la ville pour en découvrir les aspects moins connus et nouveaux, avec pour but de changer les perceptions qu'en ont les habitant-e-s ; et des projets publics autour de l'histoire, comme des spectacles qui, au travers de la musique, de la représentation et de la technologie, invitent la population à découvrir des éléments intéressants de l'histoire de la ville. En 6 ans, plus de 70 000 personnes ont participé aux activités du projet.

LA FONCTION DU PATRIMOINE CULTUREL SERAIT D'ÊTRE UN ÉLÉMENT DE COHÉSION, QUI OFFRE UN CANAL DE CONSOLIDATION D'UN ESPACE PERMETTANT LE CONFLIT SANS EN FAIRE QUELQUE CHOSE DE PERTURBATEUR. BOLFI COTTOM

De son côté, **Mehmet Duman**, secrétaire général de la section Moyen-Orient et Asie occidentale de CGLU (CGLU-MEWA), a argumenté que l'identité urbaine doit être cultivée et que le patrimoine joue un rôle significatif en ce sens. La région MEWA dispose d'un patrimoine culturel matériel et immatériel très important, qui contribue à l'identité locale et peut renforcer le développement durable. Pour ce faire, les gouvernements locaux doivent protéger ce patrimoine et favoriser le sentiment d'appartenance et la cohésion. Le projet « La culture du vivre-ensemble » de CGLU-MEWA promeut l'inclusion culturelle des personnes réfugiées et illustre de quelle façon la culture peut contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). CGLU-MEWA dispose d'une Commission Culture qui défend le rôle de la culture dans la promotion de la paix et qui souhaite travailler plus étroitement avec la Commission Culture de CGLU.



Pour finir, **Bolfi Cottom**, professeur-chercheur de la direction des études historiques de l'Institut national d'anthropologie et histoire (INAH) du Mexique, a expliqué que la valeur et la signification du patrimoine culturel sont toujours changeantes, car elles dérivent du lien entre le passé et le présent. Il faudra déterminer à chaque étape si le patrimoine culturel se limite à composer l'identité culturelle ou s'il joue également une fonction économique ou éducative. Au Mexique, les politiques publiques considèrent que le patrimoine peut résoudre de nombreuses problématiques sociales, mais elles ne peuvent éviter les effets du contexte économique, le système néolibéral menaçant les fonctions culturelles, éducatives et sociales du patrimoine. Concernant la culture de la paix, la fonction du patrimoine culturel serait d'être un élément de cohésion, qui offre un canal de consolidation d'un espace permettant le conflit sans en faire quelque chose de perturbateur. Voilà pourquoi il faut éviter que le patrimoine continue d'être dominé par les logiques économiques. Au Mexique, ceci renvoie à la nécessité de préserver le patrimoine bioculturel.

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

TABLE 5 | LE DROIT À LA VILLE, LA CULTURE ET LA PAIX

Cette session a été modérée par **Jainite Rueda**, sous-directrice de l'évaluation et du suivi au secrétariat à la culture de la ville de Mexico, qui a commencé par introduire les questions à l'ordre du jour et a invité les participant·e·s à mettre ce débat à profit.

Enrique Ortiz, de la Coalition internationale de l'habitat, est intervenu en premier et a abordé la relation entre le droit à la ville et la culture. Le développement progressif d'un habitat urbain se caractérisant par la segmentation et la fragmentation affecte le véritable sens de la ville, qui devrait être un espace partagé et au sein duquel les citoyen·ne·s peuvent participer et avoir une incidence sur la construction de l'espace urbain. Face à cela, les mouvements sociaux en Amérique Latine promeuvent la défense du territoire, le droit à la ville, la gestion participative de l'habitat et la production sociale de l'habitat. Le travail sur





le droit à la ville a montré la nécessité de travailler de façon transversale, pour construire une ville démocratique, inclusive, durable, productrice, éducatrice et habitable, ce qui inclut entre autres le droit à une ville conviviale et faisant preuve de diversité culturelle. La gestion démocratique de la ville est fondamentale à la construction d'une culture de la paix, et la jouissance culturelle de la ville est nécessaire pour la réalisation démocratique et équitable de cette dernière.

EN UNE GÉNÉRATION, LES TERRITOIRES SE TRANSFORMENT, DE SORTE QU'AU COURS DE LEUR VIE, LES PERSONNES ONT LA POSSIBILITÉ, ET LA RESPONSABILITÉ, D'INTERVENIR SUR LA FORME SELON LAQUELLE LA VILLE SE CONFIGURE CULTURELLEMENT. MARC VILLARUBIAS

De son côté, **Marc Villarubias**, directeur de la coopération culturelle de Lyon, a abordé la relation entre les traits communs et les diversités multiples des villes, qui se superposent à la complexité propre à la culture. En une génération, les territoires se transforment, de sorte qu'au cours de leur vie, les personnes ont la possibilité, et la responsabilité, d'intervenir sur la forme selon laquelle la ville se configure culturellement. Dans les villes, des fractures peuvent exister, et les outils tels que l'Agenda 21 de la culture offrent des ressources pour y remédier : diversité des patrimoines, traitement des déséquilibres socioéconomiques, santé, environnement, égalité des genres, accessibilités, etc., des questions qui, si elles ne sont pas abordées, empêchent de construire une ville qui gère ses tensions et cohabite en paix. À titre d'exemples, il a cité plusieurs projets menés à Lyon : interventions artistiques pour la rénovation urbaine, projets de jardins citoyens pour rendre les espaces publics plus habitables, mobilisation citoyenne pour la protection du patrimoine, théâtre social à partir des témoignages locaux, etc. Par l'intermédiaire d'actions simples qui mettent en relation les agent-e-s de différents domaines, il est possible de transformer progressivement la ville, en donnant corps à la notion de droit à la ville, qui inspire le travail de la **Charte de coopération culturelle de Lyon**, projet lauréat de la 3e édition du Prix International CGLU - Ville de Mexico - Culture 21.

Ensuite, **Liliana López Borbón**, consultante en renforcement de la citoyenneté et des politiques culturelles, a présenté le travail de Territoires culturels, une initiative née après le séisme de l'année passée dans la ville de Mexico, et qui cherche, à partir de la gestion culturelle, à replacer le politique au centre de toute l'action. Le collectif entend aborder le « no future » offert par le capitalisme et les « futurs possibles » débordant d'imagination et vers lesquels doit nous conduire la gestion culturelle. Après le séisme, des initiatives ont

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

émergé, cherchant à construire de façon partagée le lieu où la vie se déroule, les accords et le sens que recouvre le vivre-ensemble. Ceci implique de promouvoir la liberté culturelle et la liberté créative véritables, qui ne sont pas domestiquées, car les capacités créatives sont centrales au développement des aptitudes pour une vie accomplie et épanouie. Dans ce cadre, le gestionnaire culturel doit contribuer à la construction de circuits culturels, qui ouvrent des possibilités, génèrent des espaces autonomes, reconnaissant la co-responsabilité et promouvant l'innovation sociale. C'est la vocation qui anime Territoires culturels, un collectif fluide qui réfléchit et favorise les rencontres avec des groupes de différents domaines et secteurs.

Pour finir, **Javier Delgado**, directeur du programme universitaire d'études sur la ville à l'Université autonome du Mexique (UNAM), a rappelé les définitions du droit à la ville formulées par Henri Lefebvre et David Harvey, comme la capacité de construire une ville socialement juste. Concernant la construction de la paix, certaines réflexions intègrent la culture et la diversité culturelle parmi les conditions nécessaires pour y parvenir. En ce sens, il a défendu l'initiative des « villes sanctuaires », qui, dans un contexte de migrations globales, garantissent l'accueil et la sécurité. Ainsi, le droit à la ville est passé du milieu universitaire au juridique ; la construction de la paix est passée d'être un impératif post-guerre à être face à la criminalisation progressive des dépossédé-e-s, qui a pour cadre la mondialisation ; et la culture gagne un espace grandissant en tant que condition pour la construction de la paix. Il est nécessaire d'explorer en profondeur ces trois concepts, en misant sur le respect de la diversité et la promotion de l'interculturalité, l'interdisciplinarité, la combinaison d'échelles géographiques, etc.



TABLE 6 | CULTURE ET PAIX, CONCLUSIONS FINALES

Cette dernière session a été modérée par **Martín Levenson**, conseiller du secrétaire chargé de la culture de Mexico, qui a commencé par résumer les questions traitées lors des sessions antérieures et qui ont permis de relier de fil en aiguille les droits culturels à la paix. La dynamique de la session de clôture était différente des autres sessions, les participant·e·s aux débats ayant été invité·e·s à exposer leurs conclusions personnelles et évaluations croisées, avec la participation ouverte du reste du public.

En premier lieu, **Johanne Bouchard**, spécialiste des droits humains au Bureau du Haut-commissariat des droits humains des Nations Unies, a rappelé que la Charte des Nations Unies établissait déjà un lien entre l'exercice des droits humains et la construction de la paix. Respecter la dignité humaine indépendamment de l'origine des personnes implique



Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

de reconnaître la diversité culturelle. Ainsi, et parce qu'ils permettent des possibilités d'identification, les droits culturels sont ceux qui sont le mieux placés pour concrétiser cette dignité humaine. De quelle façon s'articule le lien entre culture et paix ? Les capacités culturelles ouvrent la voie pour se connecter aux autres, reconnaître ce qui nous unit malgré nos différences. De même, avoir un accès à une diversité de ressources apaise, car cela permet de ne pas se retrouver limité-e par des contextes déterminés. En troisième lieu, il existe une capacité dans la culture à penser les possibles et une nécessité d'écouter les autres, comprendre ce qu'il-elle-s souhaitent apporter : ceci implique, entre autres choses, d'assurer des conditions d'accès à la culture.

TOLÉRER L'INTOLÉRANCE NE PRODUIT PAS DE TOLÉRANCE, MAIS PLUTÔT ENCORE DAVANTAGE D'INTOLÉRANCE. ELLE A SOULIGNÉ LA NÉCESSITÉ DE REMETTRE EN CAUSE CERTAINES FORMES D'IDÉOLOGIE, CAR CERTAINES IDÉES SONT PROBLÉMATIQUES. KARIMA BENNOUNE

Raquel Martínez, coordinatrice de la communication de l'Union des villes capitales ibéroaméricaines (UCCI selon son acronyme espagnol) a rappelé les propos tenus par Basma El-Husseiny la veille, lors de la remise du 3e Prix international CGLU-Ville de Mexico-Culture21, concernant l'importance du travail culturel avec les adolescent-e-s, et elle ajoutée ses observations concernant la nécessité d'impliquer les jeunes dans les prises de décisions. Elle a cité plusieurs phrases et expressions entendues tout au long de la journée : la culture comme univers des univers, comme exposition de la diversité, comme quelque chose qui contribue à la santé et au bien-être et qui aide à réduire les inégalités. Elle a également repris les propos sur la nécessité de faire de la place à toutes les personnes et de transformer les cadres institutionnels, sur la participation comme condition préalable à la paix et à la culture, et la reconnaissance du conflit comme élément permettant de cohabiter. Elle a terminé en faisant remarquer la distance qui existe entre les discours actuels sur la culture de la paix et la réalité qu'on observe dans les rues.

Lors de son intervention, **Lucina Jiménez**, directrice générale de ConArte (Consortium international Arte y Escuela), a souligné l'importance d'aborder la relation entre culture et paix. La paix est un concept ambigu, qui ne représente pas toujours la même chose dans tous les cas, et qu'il faut mettre en lien avec d'autres concepts : justice, mémoire, etc. La diversité n'est pas la cause du conflit, c'est l'intolérance qui l'est : la diversité des diversités est une opportunité de développement de la ville comme espace de cohabitation si elle n'est pas touchée par les inégalités. Les politiques culturelles de la ville deviennent



de plus en plus des politiques d'écosystème, qui cherchent à favoriser l'exercice des droits culturels et le respect de la dignité des personnes. Tout au long de la journée, de nombreux exemples de lieux ont été présentés, où l'on débat du sens du public et où le droit à la ville s'exerce dans la pratique. Cependant, il faut rappeler qu'on ne peut exiger de la culture qu'elle résolve les problèmes des autres domaines que la politique elle-même ne résout pas (sécurité, droits du travail, aménagement urbain, etc.). Aujourd'hui, il nous faut estimer la divergence comme élément fondamental pour avancer ensemble.

ON NE PEUT EXIGER DE LA CULTURE QU'ELLE RÉSOLVE LES PROBLÈMES DES AUTRES DOMAINES QUE LA POLITIQUE ELLE-MÊME NE RÉSOUT PAS (SÉCURITÉ, DROITS DU TRAVAIL, AMÉNAGEMENT URBAIN, ETC.). AUJOURD'HUI, IL NOUS FAUT ESTIMER LA DIVERGENCE COMME ÉLÉMENT FONDAMENTAL POUR AVANCER ENSEMBLE. LUCINA JIMÉNEZ

L'écrivain et activiste **Javier Sicilia** a ensuite présenté plusieurs réflexions critiques sur les concepts évoqués tout au long de la journée : si l'on intègre autant de diversité dans la définition de la culture, jusqu'au point où tout est culture, au final plus rien n'est culture. Que faire de la « culture du crime », de la « culture narco », etc. ? Où se trouvent les limites de la tolérance envers les autres formes de culture ? Les villes sont également éminemment destructrices, de l'environnement et du lien social. Nous nous trouvons dans une crise de civilisation profonde, où il est nécessaire de repenser tout ce que nous croyions savoir, et en ce sens, il faut envisager quelles sont les limites de la culture et de la tolérance. Sicilia a affirmé que, lorsqu'on lui parlait de culture, il prenait peur, parce que cette culture légitimait le pire, et en certaines occasions, les gouvernements qui promeuvent l'action culturelle sont également complices de la destruction. Il a rappelé que la violence est partout, et qu'elle ne peut être tolérée.

LES CAPACITÉS CULTURELLES OUVRENT LA VOIE POUR SE CONNECTER AUX AUTRES, RECONNAÎTRE CE QUI NOUS UNIT MALGRÉ NOS DIFFÉRENCES. JOHANNE BOUCHARD

Sur invitation de Martín Levenson, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les Droits culturels, **Karima Bennoune**, présente dans la salle, est intervenue depuis l'auditoire en soulignant qu'elle avait eu l'opportunité de connaître de nombreux bons exemples, dans un contexte international de « dépression politique et culturelle ». Elle s'est déclarée inquiète par le fait de devoir affronter les problèmes du 21^e siècle avec des outils du 20^e,

Séminaire International

'Les droits culturels et la paix dans la ville'

Ville de Mexico

18-20 octobre 2018

mais elle a sollicité de la collaboration pour transmettre les messages du local à la table mondiale, pour intégrer des voix plus jeunes, éviter les lieux communs et pouvoir s'attaquer aux questions difficiles. Il ne s'agit pas d'éviter le conflit, mais de chercher les façons de le gérer. Elle a affirmé que tolérer l'intolérance ne produit pas de tolérance, mais plutôt encore davantage d'intolérance. Elle a souligné la nécessité de remettre en cause certaines formes d'idéologie, car certaines idées sont problématiques, et elle a expliqué que ceci constituait l'un des domaines de son travail.

IL EST NÉCESSAIRE D'APPELER, À PARTIR DE LA CULTURE, À LA RÉSISTANCE CONTRE LES VIOLENCES STRUCTURELLES ET GÉNÉRALISÉES. EDUARDO VÁZQUEZ MARTÍN

Pour terminer, **Eduardo Vázquez**, secrétaire à la culture de la ville de Mexico, a assuré que pour que le pays soit plus habitable, la tâche la plus urgente au Mexique était de travailler à la paix. Le pays se trouvait face à une urgence nationale, qui ne pouvait être ignorée. On ne peut pas vivre dans un pays sans savoir le nombre de morts et disparitions et subir le mépris de l'État envers les victimes. Si une partie de la fondation de la culture a été d'honorer les mort-e-s, nous nous trouvons à la fin d'une phase de civilisation, où nous ne connaissons même pas leurs noms. Dans cette réalité, le séminaire a voulu écouter les nombreuses voix et se nourrir de leurs idées, pour construire un projet de paix pour le Mexique. La crise humanitaire est une crise de la culture, et il faut s'y attaquer : dans les séries TV actuelles, et dans les chansons, les criminels sont les héros. Dans ce monde faisant preuve de violence structurelle et de profondes inégalités, celles et ceux qui ont travaillé à la politique culturelle de la ville de Mexico ces dernières années ont misé sur le cadre des droits humains et sur la conviction selon laquelle la reconnaissance de la diversité ne se fait pas au détriment du vivre-ensemble, et que le récit nouveau sur les droits culturels offre des outils pour la paix. Bien que l'on sache que la paix ne sera pas résultat uniquement des politiques culturelles, il persiste la conviction selon laquelle ces politiques ne peuvent pas être élaborées seulement pour un petit nombre, ni se focaliser sur la diffusion d'une perspective culturelle élitiste et limitée. Il faut reconnaître la mémoire historique de chacune et chacun, la capacité de se construire et se respecter les un-e-s les autres, avec de nouvelles formes de gouvernance pour pouvoir construire la paix. En ce sens, il a souligné qu'il était nécessaire d'appeler, à partir de la culture, à la résistance contre les violences structurelles et généralisées. Il a alors présenté la **Déclaration de la ville de Mexico « Culture et paix »**, élaborée dans le cadre du séminaire, avec la volonté de

réaffirmer le rôle des institutions culturelles dans la construction de la paix. Il a également rappelé que le séminaire se célébrait en parallèle d'une édition du Salon du livre du Zócalo dédiée à la promotion des libertés et à la mémoire du massacre des étudiant-e-s de 1968.

Le séminaire s'est achevé avec plusieurs contributions des participant-e-s concernant l'importance de la **Déclaration de Mexico**, la nécessité d'aborder le lien entre culture et paix et le rôle significatif des politiques et des réflexions entamées dans la ville de Mexico en la matière.

Le lendemain, plusieurs activités ont eu lieu dans le cadre du Salon du livre du Zócalo, liées à la thématique du séminaire, qui se sont conclues avec la lecture publique de la Déclaration de la ville de Mexico.





CDMX

www.filzocalo.cdmx.gob.mx

@FILZocalo f/FILCDMX

www.cartelera.cdmx.gob.mx

@cultura_cdmx cultura-ciudad.de.mexico cultura_cdmx @cultura

Capital Social For TI

CDMX

CGLU

culture 21

INTERNACIONAL
LIBERTADES

ORO
MIENTO DEL

Meyer Sound
287



GRANO DE SAL alas y raíces FONAMBULES

Capital Social Por TI CDMX CGLU culture 21

INTERNACIONAL DEL DERECHO A LA LIBERTAD DE EXPRESIÓN

Seminario Internacional sobre los Derechos Culturales y la Ciudadanía Ciudad de México 19-20 de octubre

Contact

Pour davantage d'informations, veuillez s'il-vous-plaît contacter :

Commission culture de CGLU
Cités et Gouvernements Locaux Unis - CGLU

Carrer Avinyó, 15
08002 Barcelone

www.agenda21culture.net
info@agenda21culture.net
[@agenda21culture](https://www.instagram.com/agenda21culture)